

16 - 30
septembre
2002

n° 180

neuvième
année

CAMBODGE NOUVEAU

Politique · Economie · Finances

Transport

DANZAS
SeaAir

700 agences dans le Monde

E-Mail : dzkh@bigpond.com.kh

Tel / Fax : 023 216 723

Tel / Fax : 023 362 960

marmite

On ne peut pas dire que l'Asie orientale dans son ensemble désapprouve, ou se désintéresse d'une éventuelle guerre contre l'Iraq, mais enfin il n'y a pas franche adhésion.

La détestation de Ben Laden, les menaces terroristes d'Al Qaïda, maintenant l'anathème jeté sur Saddam Hussein ne font que rarement la une des journaux. S'agit-il vraiment d'une affaire qui intéresse la planète toute entière ? Ou bien d'une querelle qui concerne avant tout les Etats-Unis ? D'un problème américain dans un monde où chacun a les siens ?

L'immense Asie orientale est évidemment divisée. S'il y a guerre, comment réagiront les communautés musulmanes ? L'attitude de certains Etats de la région vis à vis des Etats-Unis s'en trouvera-t-elle changée ? Quelles seront les conséquences pour l'image et l'influence des Etats-Unis dans le monde asiatique ?

Dans l'immédiat, c'est plutôt sur les conséquences concrètes d'un conflit que l'on s'interroge : montée du prix du pétrole ? Diminution, de nouveau, des voyages touristiques ? Augmentation de l'activité dans certains secteurs, diminution pour d'autres ?

A plus long terme, toutes ces crises, toutes ces secousses successives ont pour effet de renforcer l'identité, encore bien vague, de l'Asie orientale. Peu à peu, on y prend mieux conscience des intérêts économiques et politiques qui sont communs, des enjeux géostratégiques.

Un troisième pôle est en train de naître, l'Asie orientale, de plus en plus distinct des deux autres : les Etats-Unis, l'Europe - pôle politique encore en devenir, il faut le reconnaître.

Appuyé sur trois pieds, comme une marmite, peut être que le monde sera plus stable. C.n.

SOK CHENDA

Secrétaire général du CDC

Le sixième Forum Gouvernement - entreprises Les investissements agréés au 1er semestre

Le sixième Forum Gouvernement-entreprises a eu lieu le 7 août, au CDC. Les Forum à venir s'y tiendront désormais. Remarquons d'abord de quoi on n'a pas parlé, des points qui, grâce aux Forum précédents, ne font plus l'objet de controverses ni de critiques : - les rouages administratifs, les relations entre les administrations : on y a mis "beaucoup d'huile"; - le CDC lui-même qui n'est plus critiqué; - la sécurité à Phnom Penh et au Cambodge en général.

import - export : la fin des "coûts non-officiels" ?

On a beaucoup parlé en revanche des "paiements non-officiels", ces paiements que doivent effectuer les entreprises pour obtenir des services en principe gratuits. Ils concernent surtout le port de Sihanoukville, les divers organismes auxquels ont à faire les transporteurs - transitaires : Port, Cam-control, Douanes, Police, Police économique, ... (p. 3 : "transit assaini");

Dès le 13 août lors d'une réunion entre le Ministre des Finances Keat Chhon et des représentants du secteur privé, le gouvernement s'est engagé à prendre des mesures. Instruction a été donnée aux diverses autorités de faire cesser ces pratiques. Les autorités portuaires seront comme un "one stop service" responsables de la centralisation, de la coordination des actions de tous les intervenants (on a listé 27 points à surveiller).

Ainsi sera mis fin aux "paiements non-officiels", ce qui augmentera la compétitivité du port de Sihanoukville.

Une autre discussion a porté sur le **scanage des containers** : on n'en conteste pas le principe, mais l'opération est lente, et elle coûte cher. Décisions : le coût ne sera pas modifié, mais pour accélérer les opérations, on ajoute une autre machine.

Le péage sur la RN 4 Phnom Penh - Sihanoukville a suscité aussi maintes critiques. Ce péage, qui sera géré par un concession

naire, est destiné à payer les frais d'entretien de cette route très fréquentée par les camions. Il n'existe pas encore, mais bien sûr on en dénonce déjà le coût.

Le Premier ministre à l'écoute des entrepreneurs

Un point important : le Premier ministre a déclaré qu'il est prêt à recevoir personnellement des petits groupes de représentants du secteur privé ("core groups") pour parler de questions très difficiles ou trop particulières pour être discutées en public.

L'idée générale est d'améliorer la compétitivité du Cambodge, de favoriser ses exportations (sur la politique économique voir l'exposé du Premier ministre cn 175).

La contrebande ? On en a parlé, mais pas plus que d'habitude (1). Oui il y a des industriels qui pleurent, menacent, utilisent le chantage. Mais cela fait partie du jeu. Il n'y a pas vraiment de risques de départs.

Séminaires et colloques : Las Vegas, Marrakech, Louxor, ... Siem Reap

En revanche, je vois beaucoup d'opportunités, en particulier dans le Tourisme, dans l'Agriculture ...

Après une phase où l'on ne s'est préoccupé que du nombre des (suite p. 2)

(1) La contrebande, qui fait subir une concurrence injuste aux entreprises établies au Cambodge est l'une de leurs principales préoccupations. C'est le cas des distributeurs de carburants (les importations en contrebande atteindraient près du tiers de la consommation, cn 131), de constructeurs de motos comme Suzuki (cn 172), de Nestlé (cn 174), de bien d'autres (tabac, voitures, pièces détachées, médicaments, ...). le préjudice allant dans certains cas jusqu'à menacer la poursuite de leur activité. On note cependant une récente amélioration.

Sommaire

Sok Chenda

le sixième Forum

les investissements agréés

Squatters et nouveaux arrivants

pp. 1 - 2 - 3

pp. 4 - 5 - 8

Asie orientale :

reprise en 2003

régionalisation

Livre : Le Routard Cambodge p 8

pp 6 - 7

(suite de la page 1)

visiteurs à Angkor, les investisseurs commencent à penser "resort", c'est à dire un lieu à centres d'intérêt plus durable, où l'on reste 3 ou 4 jours. Il ne s'agit plus seulement de loger les visiteurs, de mesurer le progrès en nombre de nuitées, mais de créer nombre de nouveaux centres d'intérêt : artisanat, musée, spectacles, centre de conférences, installations pour le tourisme d'affaires ... y compris un golf.

Il existe un potentiel énorme pour les voyages offerts par certaines grandes entreprises à leur personnel, pour les congrès, les séminaires, les colloques, pour les réunions des quantités innombrables d'associations internationales de géomètres, de dentistes, de juristes... qui se réunissent chaque année dans des lieux différents, Louxor, Marrakech, Las Vegas ... Il faut ajouter Siem Reap à la liste.

Il ne s'agit plus là d'augmenter simplement le nombre des visiteurs d'Angkor, mais de créer un nouveau produit. Ces divers centres d'intérêt auront un effet interactif.

Ainsi le tourisme au Cambodge, qui a déjà deux aspects, le culturel, et le naturel, doit y ajouter un troisième, le tourisme d'affaires

Cambodge Nouveau

Ne le copiez pas,
citez-le

SOK CHENDA

Aider l'Agriculture : des "packages"

Alors que le tourisme se développe en somme tout seul, le développement de l'agriculture et de l'agro-business doivent être aidés. Le gouvernement fait des études. L'idée est d'offrir des "packages" qui comprennent les terrains, le financement, la formation, la recherche-développement, l'information et le marketing ...

Le potentiel de l'agriculture cambodgienne est considérable, nous avons des propositions dans le domaine du soja, du maïs, du caoutchouc ... mais c'est un domaine à évolution lente.

Aider les PME : du crédit

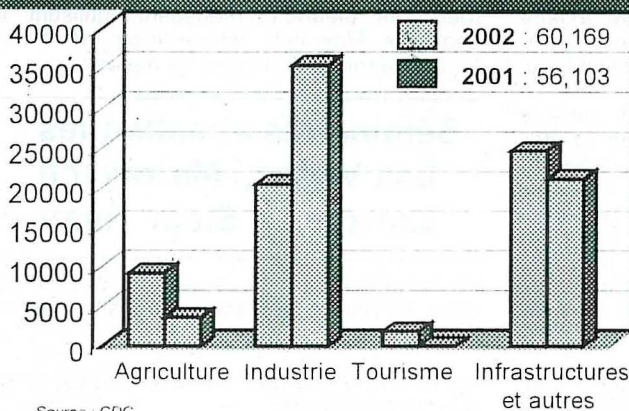
Les PME : favoriser les petites et moyennes entreprises, surtout dans le domaine agricole et l'agro-business, pour diminuer la pauvreté, c'est un domaine où le gouvernement particulièrement le ministère du Commerce, est déterminé à faire porter ses efforts. On en parle depuis trois ans. On va travailler davantage avec les divers partenaires, les donateurs.

La banque allemande KfW (*Kredit Anstalt für Wiederaufbau*, l'équivalent de l'AFD) donne 10 millions de dollars destinés à aider les petites et moyennes entreprises qui ne peuvent obtenir des prêts du système bancaire existant. Le micro-crédit, qui prête à très court terme de 20 à 100 dollars ne correspond pas non plus à leurs besoins. Ce système leur donnera du cashflow pour un ou deux ans. Le ministère de l'Industrie comporte maintenant un département PME. Et le working group Manufacture et Distribution s'appelle désormais Manufacture, Distribution et PME (*SMI : small and middle enterprises*).

Investissements : progrès faibles pas de forte reprise

Il y aura cette année des projets d'investissements agréés dans les secteurs du Tourisme et de l'Agriculture, c'est certain. Au total, j'estime que le total des projets agréés pourrait être légèrement plus important que celui de 2001, ce qui ne serait pas si mal dans le contexte général. Mais il ne faut pas compter sur une reprise importante, cela à cause de la conjoncture internationale, de la morosité qui affecte également les autres pays de la région à l'exception de la Chine, et de l'Inde dans une moindre mesure, pays qui ont de vastes marchés intérieurs, une

Investissements agréés 1ers semestres 2001 et 2002 par secteurs (mio de dollars)



secteurs	1er sem. 2001		1er semestre 2002	
	Immobilis.	Projets	immobilis.	Projets
Agriculture-agro-industrie	9,21	4	3,65	2
Industrie-manufacture	20,41	18	35,43	17
Tourisme	1,86	1	0	0
Infrastructures et autres	24,6	4	21,08	3
total	56,103	27	60,169	22

A PROPOS ...

NEC de 5 membres

Le Comité Electoral National chargé de l'organisation des élections législatives du 23 juillet 2003 comptera 5 membres (au lieu de 11 précédemment), qui seront des "dignitaires" choisis par le ministère de l'Intérieur et confirmés par l'Assemblée à la majorité des votants: le projet de loi a été adopté par l'Assemblée le 21 août par 89 voix et 12

abstentions.

Cette formule est conforme au souhait du Premier ministre. L'opposition et des ONG la critiquent, observant que le ministère de l'Intérieur est largement contrôlé par le PPC, qui est aussi largement majoritaire à l'Assemblée nationale. Le PSR aurait voulu que les membres du NEC soient choisis par un comité comportant des représentants de la société civile et des députés des 3 principaux partis. Le rôle du NEC sera très

important, c'est lui qui décidera entre autres des interventions des partis à la télévision.

Démobilisation

Sur les 31 500 soldats qui doivent être démobilisés, 1500 l'ont été avec le "projet-pilote", et 15000 au cours de 2001. 15000 autres doivent être démobilisés au cours du deuxième semestre 2002. Le coût total est de 42 millions de dollars, pris en charge par un prêt de la Banque mondiale (8,4 millions), par le gouver-

nement cambodgien (7,2), le Japon (10), et d'autres pays (Pays Bas, Suède, Canada, PAM).

Le programme prend du retard à cause des complexités administratives, un petit nombre seulement des démobilisés a reçu les indemnités (240 \$ en cash, et du matériel pour environ 1200 dollars) mais il suivra son cours, affirme le représentant de la Banque mondiale B. Mbida Essama. Il doit reprendre en mars 2003.

morosité qui affecte d'ailleurs tous les pays du monde. En ce mois de septembre les bourses sont encore en baisse partout, et Alan Greenspan estime qu'elles pourraient baisser encore; aux Etats Unis la reprise se fait attendre, la consommation n'augmente pas ou diminue, la possibilité d'une guerre contre l'Iraq n'incite pas les sociétés à investir; en Allemagne, le ralentissement de l'activité provoque un accroissement du chômage, en France on révisé à la baisse les prévisions de croissance, et l'Union Européenne entière fait de même: ce sera moins de 1,4 % cette année. Très dépendant du reste du monde, le Cambodge n'échappe pas à cette morosité.

On peut considérer qu'il existe deux sortes d'investissements: ceux que motivent des raisons indépendantes de la conjoncture, de l'environnement: par exemple, pour des raisons stratégiques, "il faut être en Chine"; ou bien "il faut de nouveaux marchés".

Ou encore c'est le potentiel de développement évident qui déclenche les investissements, par exemple au Cambodge le tourisme, l'agriculture.

Mais tous les autres dépendent de la situation du marché international. Il ne faut donc pas espérer de reprise très rapide des investissements.

Les projets agréés en 2002

Pour les projets d'investissements agréés au cours du premier semestre 2002, on observe que:

SOK CHENDA

- le total, 60,169 millions de dollars, est en **progress de 8 %** sur celui du premier semestre 2001.

93 %

des investissements viennent d'Asie

- le **Cambodge** vient en tête avec 33 projets totalisant 19,5 millions de dollars, soit 33 % du total (premier semestre 2001: 23,4 millions, 41,7 % du total);

- la **Chine** est seconde avec 15,2 millions de dollars pour 25 projets, concernant l'industrie et la manufacture. C'est 25 % du total.

- **Taiwan**: 9 projets agréés, 5,34 millions de dollars, représente 9 % du total.

- **Australie**: 8 projets et 4,7 millions de dollars.

- **Hong Kong**: 7 projets agréés, totalisant 4,3 millions de dollars.

- **Etats-Unis**: 5 projets, 3,5 millions de dollars consacrés à des projets d'infrastructure (les seuls dans ce secteur).

- **Corée, Japon, Singapour** viennent aux 7^e, 8^e et 9^e rangs. La Malaisie au 12^eème.

De sorte que les investissements provenant d'Asie représentent ensemble 60 % du total et 93 % si l'on y comprend les investissements cambodgiens. Etats-Unis, Canada et Grande Bretagne ensemble: 7 % (1)

Optimiste pour le long terme

Pourquoi, malgré la morosité ambiante, je suis malgré tout optimiste pour le long terme: beaucoup de travail a été fait, et beaucoup est en train de se faire.

Par exemple dans le domaine des infrastructures: les prix du téléphone, de l'électricité, ont baissé. Les routes s'améliorent vite. L'aéroport international de Pochentong est très beau, tout le monde le reconnaît, alors que beaucoup de réunions internationales ont lieu à Phnom Penh: GSM (*Greater Mekong Sub-Region*), sommet de l'ASEAN en novembre, bien d'autres...

Depuis plusieurs années, on travaille aux fondations. De grandes réformes sont en cours dans tous les domaines: réforme des forces armées, réforme fiscale, réforme administrative, réforme judiciaire, décentralisation, ... il y a de vrais progrès.

Y compris, et c'est le plus important, en matière de formation, d'éducation. Le Cambodge est riche en ressources humaines. La main d'oeuvre est de mieux en mieux qualifiée. Les jeunes qui sortent maintenant du système éducatif sont meilleurs!

Investissements six mois 2002 par pays d'origine (mio de dollars)

	Agric.	Indust Manu	Infrast	\$	%
Cambodge		1,615	17,965	19,5	33
Chine		15,274		15,2	25
Taiwan		5,348		5,3	9
Australie		4,714		4,7	8
Hong Kong	1,464	2,868		4,3	7
Etats-Unis			3,118	3,1	5
Corée		3,082		3,0	5
Japon	2,190			2,1	4
Singapour		1,086		1,0	2
Canada		0,817		0,81	1
Gr. Breta.		0,523		0,52	1
Malaisie		0,097		0,09	0
Total	3,654	35,431	21,084	60,1	100

(1) Ainsi on peut dire que "L'Asie s'asiatise", c'est une tendance de fond, voir les nombreux articles de ce sur ce sujet. Mais le phénomène s'accroît. Voir aussi p. 6.

transit assaini

Les "coûts non-officiels", qui viennent grever le coût des transports, sont dénoncés depuis longtemps par les transporteurs. Par exemple un chef d'entreprise en janvier 1998 (cn 86): "Le coût des contrôles atteint environ 50 % des frais de dédouanement; il est évidemment reporté sur le client". Juin 1998: "Selon nos calculs les frais pour faire transiter un container se répartissent: 20 % pour les frais officiels, 80 % pour l'informel" (cn 95). Dans le même numéro, un professionnel détaillait les coûts non-officiels pour un

container de 20 pieds à Sihanoukville: chef des Douanes 30 \$, chacun de ses trois adjoints 10 \$ (soit 60 \$), à quoi s'ajoute: ouvrir les portes de la sécurité 5000 riels, de la police 5000; des douanes 5000; police économique 20 000; parc à containers 15 000; chauffeur du stacker 5000; tampon de la douane: 10 000; Camsab 10 000; sortir le camion: etc ...

Un calcul simple montrait qu'avec un transit de 30 000 containers par an en 1998, c'était plus de 900 000 dollars qui allaient chaque année vers les "circuits parallèles".

c.n.

A PROPOS ...

La *National Audit Authority*, NAA, chargée de contrôler les finances publiques, compte maintenant 300 personnes, sous la direction de l'Auditeur général Ok Chhorn. Elle termine un rapport sur les opérations effectuées par le ministère des Finances en 2001, en particulier les revenus des forêts et ceux de la billetterie d'Angkor. Les sceptiques font observer que les institutions de contrôle

existantes (au Conseil des Ministres, au ministère des Relations avec le Parlement et au sein du ministère des Finances), n'ont pas pu remplir leur mission.

Trois marchés

Trois projets, réalisés par trois cabinets d'architectes cambodgiens, ont été retenus pour la rénovation de trois marchés de Phnom Penh: Psar Thmei (marché central), Psar Kandal et Pras Cha. Les projets comprennent aussi la rénova-

tion de la voirie dans ces quartiers. C'est le gouverneur Chea Sophara, qui choisira finalement entre les trois projets, fin octobre, après examen pour avis par des experts indépendants. L'AFD, Agence Française de Développement, finance la moitié, soit 4 millions d'euros, le côté cambodgien l'autre moitié.

Projets de la Canadia bank

Le centre commercial Sorya, proche du marché central, sera terminé fin 2002. Autre projet

sur le terrain situé sur Monivong en face de la CCB, à l'angle de l'"avenue de la gare", un autre centre commercial est en construction, avec 21 étages il sera le plus haut building du Cambodge.

Dans le quartier de Chamcar Mon, près du ministère de l'Intérieur, un terrain (dit "Banker City") recevra une centaine de maisons individuelles, selon 5 modèles au choix. Originalité: l'acheteur n'aura à payer au

(suite page 6)

Phnom Penh déborde de ses digues

Squatters et nouveaux arrivants

Où les loger ?

Les incendies qui ont détruit les habitations précaires des squatters du "front de Bassac", en mai et en novembre 2001, ont souligné la précarité du logement de dizaines de milliers de familles à Phnom Penh.

La question à considérer est plus vaste, plus générale : comment faire face à l'augmentation de la population de Phnom Penh ? En plus des squatters, il faut tenir compte de l'accroissement de la ville. Phnom Penh augmente d'environ 40 000 à 80 000 habitants chaque année. Deux causes principales :

- le "baby-boom" qui suit la période khmère rouge: les enfants arrivent sur le marché du travail;
- et une émigration rurale que l'on peut attribuer à la trop faible surface des exploitations, un hectare ou moins par famille, ce qui force les enfants à chercher ailleurs; due aussi à l'endettement, à la maladie, ... à la pauvreté en général : 90,5 % des gens qui vivent en-dessous du seuil de pauvreté (soit 36 % des 12 millions de Cambodgiens) sont en milieu rural; 2,3 % à Phnom Penh, 7,3 % dans les autres villes.

Cette population pauvre qui émigre s'intègre en ville par les interstices, dans des squatts de 10 à 50 m² par famille, sur des terrains inondables, dans des maisons flottantes, des logements précaires sur les toits, dans les arrière-cours, chez des marchands de sommeil, ... Au cours des cinq dernières années, la capitale s'est accrue d'environ 400 000 personnes pour atteindre aujourd'hui 1,3 million d'habitants. Une part due à l'immigration inter-régionale, qui concernerait 50 000 personnes par an, avec une accélération au cours des dernières années. Une autre part due à la croissance naturelle (plus de naissances que de décès), qui correspond sans doute, avec un taux de naissances encore supérieur à la moyenne nationale, à 30 000 personnes par an.

Quelles solutions envisager, à court et à long terme ?

Pour le long terme, on peut envisager de financer le monde rural, de l'aider à se développer et ainsi à créer des emplois. Serait-ce efficace ? Ce n'est pas sûr. Le développement de l'agriculture pourrait tendre au contraire à créer des exploitations plus étendues, que l'on pourra mécaniser, ce qui diminuera encore la main d'oeuvre nécessaire. En plus des actions menées actuellement en faveur du monde rural manque une politique nationale d'Aménagement du Territoire, de rééquilibrage territorial, qui vise notamment à créer des emplois dans les provinces.

Le problème se pose en tous cas à **court terme**. Comment



faire face à la rapide augmentation de la population de Phnom Penh ?

Les squatters : on estimait en 1999 qu'il existait environ 35 000 familles, soit environ 172 000 personnes. Depuis 1998 un peu plus de 7000 familles ont été "délocalisées". Malgré cela on estime que leur nombre a augmenté. Des zones comme boeng Saleng se peuplent encore. Les squatters pourraient être environ 200 000 aujourd'hui.

Pour faire face, il faudrait : - développer une offre foncière adaptée aux besoins de ces familles, mais l'accès au foncier est compliqué, coûteux à cause des intermédiaires. La plupart des gens n'ont pas les moyens financiers d'accéder au foncier. Les statuts d'occupation sont multiples. Il faudrait des outils financiers; et il faudrait des techniques.

Quels sont les besoins fonciers ? Avec une croissance de Phnom Penh de 40 à 80 000 personnes par an, soit 8 à 16 000 familles, dont les trois-quarts sont pauvres et n'ont donc pas accès au foncier, si l'on ajoute 40 000 familles de squatters, si l'on considère qu'environ la moitié des migrants s'intègrent d'une façon ou d'une autre, on voit qu'il faut trouver, en dix ans, 50 à 80 000 petits terrains ou logements pour les familles pauvres.

Sachant qu'on peut loger environ 50 familles par hectare, la moitié de la surface étant consacrée au logement lui-même, l'autre moitié aux rues et aux équipements, **il faut trouver 1000 à 1600 hectares de terrains à bâtir et à équiper en dix ans.**

Jusqu'à présent 19 sites de relocalisation ont été créés, totalisant plus de 160 hectares -tous ne sont pas encore utilisés- grâce au financement de l'ONU (l'UNCHS ou CNUEH), des coopérations britannique, française (Action Nord-Sud, Handicap). On est encore loin des 1600 ha nécessaires dans les 10 ans qui viennent. On cherche des sites qui ne soient pas inondables, qui soient équipables, près des équipements existants, près des usines, près de l'aéroport, c'est à dire des emplois ... Faut-il laisser le futur organisme traiter ces questions ? Quel serait son statut juridique ? La municipalité peut créer une régie, le confier à une ONG, créer un établissement public ... ou encore, si une telle création devait demander des années, renoncer à un tel organisme ...

La municipalité fait le bilan de ses expériences, réussites et échecs, pour en tirer les leçons: état des sites existants, besoins en infrastructures et en équipements. Un tableau de bord permettra d'établir un plan de financement pour les bailleurs de fonds.

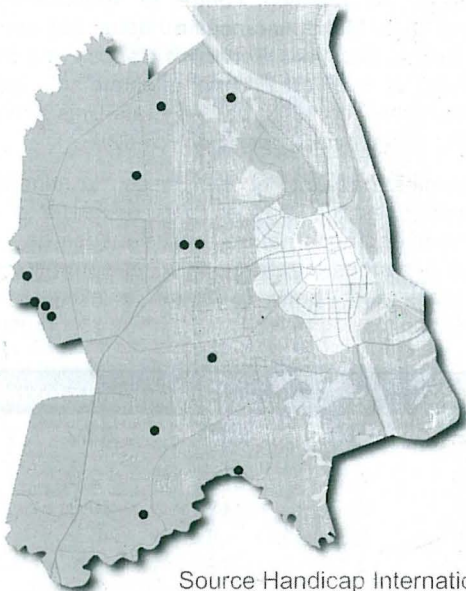
L'ampleur du problème génère l'idée de mettre en place un organisme spécifique qui serait chargé de l'achat, de l'aménagement, de la gestion de cette urbanisation. Concernant les squatters, il aurait à choisir entre plusieurs solutions : donner des terrains en compensation de la délocalisation ? Louer des terrains ? Les vendre ? Les vendre en *leasing* à taux bonifiés ?

On est en train de franchir une nouvelle étape. Après avoir procédé au coup par coup, paré les urgences autant que possible, on s'oriente maintenant vers un traitement à plus long terme. Un tableau de bord, un suivi de la situation, permettront de donner une information mise à jour régulièrement pour répondre aux besoins de façon plus rapide, voire d'anticiper les besoins. J.C.

squatters

En un sens, nous dit Peter Swan, *senior adviser* du projet des Nations Unies concernant l'Habitat (UNCHS) au sein du projet de réduction de la pauvreté à Phnom Penh, tous les habitants de Phnom Penh sont des squatters. Les gens qui sont venus habiter la capitale à partir de 1979 ont "squatté" les habitations existantes, selon leurs pouvoirs. Les plus pauvres se sont installés n'importe où dans le plus grand laisser-faire, sur les trottoirs, les terrains inoccupés (Bassac), le long des canaux, des lacs, de la voie ferrée, sur les toits, ...

Site de relocalisation (2001)
Province de Kandal



Source Handicap International

Délocaliser : le moins possible !

Nous soutenons auprès de la Municipalité, avec beaucoup d'ONG, qu'il est très destructif de chasser les gens de leur habitat, à moins qu'on ne leur propose mieux.

Pour ces gens dans l'extrême pauvreté, l'essentiel est l'endroit où ils sont, la proximité immédiate avec leurs petits gains; avec 3000 riels par jour, ils ne peuvent absolument pas supporter l'éloignement.

Les autorités, les classes moyennes, ici comme c'est le cas dans toutes les grandes agglomérations, Manille, Djakarta, Bangkok, ... veulent s'en débarrasser pour avoir une "jolie ville". Nous disons qu'il ne faut délocaliser ces gens que le moins possible, lorsqu'on ne peut pas faire autrement, et dans ce cas il faut que le logement soit fait selon un plan, après concertation, il faut que les sites comportent *avant la relocalisation* les aménagements minima : drainage, eau, possibilité de transports ... que le déménagement ne se fasse pas de façon autoritaire, et pas pendant la saison des pluies. Il faut que les gens puissent choisir, qu'ils souhaitent déménager. Sinon ils ne restent pas sur le nouveau site et c'est l'échec.

Il y a eu des relocalisations réussies en 1998-99. On peut en citer trois : - Veng Sreng road (Chom Chao), concernant 120 familles. - Kohleang 1 et Kohleang 2, non loin de l'aéroport de Pochentong, concernant 111 familles, qui sont toujours là. - Toul Sambo (Dang Kao) un peu plus éloigné, mais les gens étaient volontaires, 80 % sont toujours là, c'est un assez bon résultat.

Mais depuis, avec les incendies du Bassac en mai et novembre 2001, un incendie sur les toits (bloc Tampa) en mars 2002, on a eu des relogements d'urgence.

1050 familles victimes du feu de mai 2001 ont été envoyées avec une bâche et six poteaux sur un terrain non préparé, inondable, sans eau potable, sans rien. On peut signaler qu'il y a eu de la corruption avec les fonds de secours (il fallait payer pour être sur les listes, ...), que les vraies victimes ont finalement très peu reçu. On a beaucoup travaillé et dépensé de l'argent pour l'aménagement basique, routes, drainage, approvisionnement en eau (les puits ne donnent rien) mais ce n'est pas encore suffisant. Et il n'y a pas de travail à proximité. Ce site de Chunruk est un échec, il n'a pas répondu à l'objectif : diminuer la pauvreté des gens. 50

(suite page 8)

des SOLUTIONS sur MESURE

A tout moment, du conseil à la conception, de la réalisation à l'entretien, les ingénieurs et techniciens de Comin Khmere assurent dans les meilleurs délais un service sur mesure.

Des installations mécaniques et électriques gérées avec un professionnalisme ayant fait ses preuves et en qui vous pouvez avoir confiance : une garantie qui a fait notre notoriété.

Comin Khmere, la première entreprise d'ingénierie au Cambodge.

tel: (+855 23) 426 056 cksales@comin.com.kh www.cominkhmere.com



comin khmere

électricité • climatisation • eau

Asie orientale : reprise générale en 2003

2003, le retour des investissements

Après la crise asiatique, la reprise asiatique ? A la différence du reste du monde qui révisé ses prévisions de croissance à la baisse, l'Asie orientale révisé les siennes à la hausse. Tout n'est pas encore brillant en 2002, la tempête a causé des avaries très variables dans la flotte, mais le pire est nettement dépassé, l'embellie est en vue, 2003 devrait voir une reprise générale (voir tableau).

On voit qu'en 2002 déjà les PNB des 11 pays recensés sont en nette progression (sauf le Japon), avec des taux atteignant ou dépassant 6 % pour la Chine, la Corée du sud, le Vietnam. La production industrielle augmente partout (sauf au Japon) d'au moins 4,6 %, de plus de 10 % en Chine.

2003 est pour tous une année de forte croissance, avec des taux supérieurs partout (sauf au Japon) à 5, % : avec plus de 9 % à Singapour et en Corée du Sud, plus de 10 % en Chine qui poursuit sa brillante trajectoire. 2003 est enfin l'année d'une certaine reprise au Japon.

Même évolution, avec un décalage dans le temps, pour les investissements : en 2003 ils sont partout en forte progression. On remarque particulièrement un certain retour de la confiance au Japon. Et le continuel engouement des investisseurs pour la Chine. Partout, y compris à Hong Kong sévèrement touché par la crise, les investissements reprennent à un rythme élevé. L'Asie orientale retrouve son dynamisme. C'est une bonne nouvelle pour le Cambodge (1)

... à moins bien sûr qu'une nouvelle guerre ne vienne bousculer ces prévisions. C.n.

L'Asie orientale régionalisation en cours

Mondialisation, ... mais régionalisation aussi. En Asie du Sud-est la tendance au regroupement régional est un phénomène ancien, à évolution lente, mais manifestement une tendance "lourde" c'est à dire sur le long terme.

La création de l'ASEAN Association des Nations du Sud-est Asiatique, remonte à août 1967, il y a 35 ans. Elle comptait alors 5 membres : Singapour, Malaisie, Thaïlande, Philippines, Indonésie. Elle a pris un peu de consistance en 1976 avec le Traité d'amitié et de coopération, et davantage en 1992 avec le projet d'AFTA, Asean Free Trade Area, puis avec l'ASEAN Regional Forum, ARF en 1993. Poursuivant sa progression, l'ASEAN s'est élargie en 1990 à Brunei, en 1995 au Vietnam, en 1997 au Myanmar et au Laos, au Cambodge en 1999.

Cependant, sentant la nécessité de créer un pôle régional plus fort, et en réaction contre la mondialisation à l'américaine, le Dr Mahathir lançait au début des années 90 le projet d'EAEC, East Asia Economic Caucus, qui était à peu près l'"ASEAN + 3" ou l'"Asie orientale" d'aujourd'hui. Projet vite contré, en 1993, par les Etats-Unis avec l'APEC, Asia Pacific Economic Cooperation (cn 62).

Les décennies passant, et les crises, la tendance à la régionalisation est de plus en plus ressentie d'une part comme un phénomène naturel, conséquence de l'augmentation des échanges intra-régionaux, et comme une nécessité d'autre part, pour continuer à exister malgré la mondialisation. (suite p. 7)

pays	PNB (%)			Investissements (%)			Production industrielle		
	2001	2002	2003	2001	2002	2003	2001	2002	2003
Japon	-0,6 %	0,3	1,1	0,4	-10,5	1,1	-7,5	-2,6	3,9
Chine	7,3	7,5	7,7	12,1	13,9	12,7	9,9	10,2	10,4
Taiwan	-1,9	3,1	4,1	-18,2	-0,3	6,3	-8	4,7	6,2
Corée du sud	3,0	6,2	6,4	-1,7	6,7	4,5	1,8	7,7	9,1
Hong Kong	0,2	2,0	2,0	2,2	-4,1	7,2	-	-	-
Thaïlande	1,8	3,9	4,2	0,8	4,5	5,6	1,4	5,4	5,9
Singapour	-0,2	4,3	5,8	-4,6	-0,6	6	-11,5	6,5	9,2
Malaisie	0,4	4,3	5,8	-2,1	2,0	6,5	-6,4	5,6	8,2
Indonésie	3,4	3,5	4,3	4,0	4,6	6	4,9	4,6	5,3
Philippines	3,2	3,9	4,1	-	-	-	-	-	-
Vietnam	6,8	6,0	6,6	-	-	-	-	-	-

d'après Far Eastern Economic Review

A PROPOS ...

départ que 50 % du prix total, le reste sur 5 ou 10 ans.

Le théâtre Chenla, proche de l'Intercontinental, sera terminé à la fin de cette année.

A Sihanoukville, la Canadia finance à 90 %, en joint venture, la rénovation de l'hôtel de l'Indépendance. Il doit ouvrir en 2003.

Pavillon cambodgien

La CSC, Cambodian Shipping Company, qui gère le pavillon

de complaisance cambodgien, passe sous le contrôle du département Marine marchand de du ministère des Travaux publics et des Transports, à la suite de divers incidents.

Il pourrait s'agir d'une manœuvre politique, le transfert ayant été demandé par des députés PPC, alors que la CSC (cn 139,150,154) a été créée par un haut responsable du Funcinpec; ou encore d'une manœuvre financière, le gouvernement souhaitant récupérer à son profit cette activité

rentable.

L'ADB contre la pauvreté

La Banque Asiatique de Développement a signé le 29 juillet avec le gouvernement cambodgien un accord visant à lutter contre la pauvreté. Les objectifs pour 2015 sont : - réduire de 20 % la proportion des gens vivant au-dessous du seuil; - réduire la mortalité infantile à 32 pour 1000; - réduire la mortalité maternelle à 225 pour 100 000; - obtenir 100 % d'accès à l'école primaire; -

procurer l'eau potable à 80 % des foyers; - obtenir la complète intégration du pays à la communauté régionale et internationale.

Les résultats obtenus à court, moyen et long terme seront contrôlés.

L'ADB accorde au Cambodge de 60 à 70 millions de dollars chaque année en prêts à faibles taux.

Asie orientale

L'augmentation des échanges intra-asiatiques, largement due à la forte et continue croissance de la Chine, a un avantage: elle rend l'Asie orientale moins dépendante du reste du monde, moins vulnérable aux a-coups et aux ralentissements de la conjoncture aux Etats-Unis et en Europe. Plus la Chine achète de composants électroniques dans l'Asie orientale, moins les exportateurs souffrent du ralentissement de la consommation dans le reste du monde. Bien sûr certains pays restent très dépendants de leurs exportations vers le monde non-asiatique, Etats-Unis surtout, et Union Européenne: Singapour, Hong Kong, la

Malaisie en dépendent pour 20 à 30 % selon les cas; ... le

(1) Au Cambodge la croissance a été d'environ 5, 5% pour le premier semestre, a indiqué le Premier ministre lors du Forum Gouvernement-entreprises le 7 août

Cambodge pour plus de 90 %.

Mais dans l'en-semble, au cours des 12 mois mars 2001 - mars 2002 les exportations de l'Asie du Sud-est vers la Chine ont augmenté de 9 % alors qu'elles diminuaient de 12 % à destination des Etats-Unis, de 18 % à destination de l'Union Européenne.

Pendant la même période, les exportations de la Chine vers le reste de l'Asie (Japon exclu) ont augmenté de 21 %, plus qu'elles n'ont augmenté à destination des Etats-Unis. Bref les échanges intra-régionaux augmentent rapidement et l'Asie orientale prend ainsi une certaine consistance.

Au total, écrit la *Far Eastern Economic Review*, "les économies asiatiques sont bien plus à même d'affronter un choc venu de l'extérieur qu'elles ne l'étaient en 1997". Une guerre contre l'Iraq, au-delà des dégâts qu'elle provoquerait, accélérerait sans doute la tendance à une certaine déconnection Asie orientale - reste du monde. C.n.



LIVRES

Le Guide du Routard Laos Cambodge 2002 2003

Le Routard, en principe, on aime bien. Il a accompagné, aidé d'innombrables jeunes à se lancer sur des itinéraires inconnus, avec un ton "sympa", et une quantité d'informations réellement utiles. Son influence est telle que dans certains pays le restau, la guest house qu'il préconise, ou même qu'il semble préférer, ne désempliront pas.

Malgré cette sympathie de principe, on peut faire quelques réserves concernant le nouveau Routard Cambodge qui vient de paraître. Il donne à notre sens trop de place à des commentaires un peu en marge (sur l'histoire, la politique, les droits de l'Homme ...) et pas assez au coeur du sujet: centres d'intérêt, sites remarquables, itinéraires nouveaux, lieux peu connus ... Traiter de l'histoire, de la politique de l'économie peut se justifier, mais il faudrait alors être vraiment compétent. Les chapitres Economie, Electricité, Environnement par exemple sont absolument indigents.

Concernant l'Economie, mentionner à peine la Confection, écrire: "Le Cambodge a deux richesses: le bois (teck

principalement) et le caoutchouc"; et "... à cause de cette corruption généralisée le pays est devenu l'une des plaques tournantes de la drogue dans le monde"; et encore: "... la précipitation d'investisseurs qui agissent en masse dans le foncier, dans l'hôtellerie, les clubs, la distribution et les casinos", résumer ainsi l'économie du Cambodge, c'est une copie qui vaut 3 sur 20.

Concernant l'électricité, écrire: "En province (à l'exception de Siem Reap) l'alimentation électrique peut poser quelques problèmes (...) en bref, ami lecteur pensez aux lampes de poche et aux bougies"; résumer ainsi les efforts dans le domaine de l'électricité: il y a "des prévisions de réhabilitation de barrages détruits par la guerre et quelques projets fous d'immenses constructions sur le Mékong", c'est vraiment biaiser la vérité.

Pires noirceurs dans le chapitre "Dangers et enquinements". Ecrire que "les khmers rouges n'ont pas disparu, ils sont devenus des criminels de droit commun et se livrent au banditisme. (...) il faut éviter les zones où agissent les bandes armées, l'ouest, le nord (frontière thaïlandaise), et l'est; en fait toutes les zones de jungle, de montagnes, les régions frontalières (...)" ; écrire ailleurs (chapitre "Généralités"): "D'autres khmers rouges démilitarisés sont devenus des bandits de grand chemin et font régner la loi du plus fort et l'insécurité sur les routes du nord comme du sud. Ils procèdent à de simples demandes de rançons mais

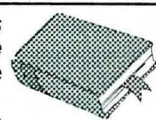
ne lésinent pas sur les moyens et vont même jusqu'à tuer", cela relève de l'intention de nuire.

En revanche écrire "Nous vous recommandons vivement de vous renseigner auprès du poste de sécurité de l'ambassade de France avant tout déplacement en province" relève plutôt du comique.

Dans la liste noire de ce Routard Cambodge figurent encore: les mines (n'allez pas dans les sous-bois, à Angkor, restez derrière votre guide), l'eau dangereuse à boire, le Martini où "80 % des prostituées seraient séropositives, triste record mondial", la pédophilie, la drogue, la corruption généralisée, les atteintes aux droits de l'Homme, les médicaments falsifiés, le paludisme et la dengue ... Diable! Tout cela n'est pas absolument faux, mais ne décrit vraiment pas la réalité. C'est plutôt le Cambodge d'il y a quelques années. Le Cambodge d'aujourd'hui est une destination beaucoup moins dangereuse, et nettement plus plaisante, que ne le laisse imaginer cette édition 2002-2003.

Le Guide du Routard Cambodge, dans son chapitre "Médias", dit grand bien de Cambodge Nouveau. Merci les gars! Là, vous voyez juste. Mais pour votre prochaine édition, on vous fait une suggestion: lisez donc cette publication, vous y apprendrez plein de choses qui vous surprendront. C.n.

Le Guide du Routard Laos Cambodge, 338 p., cartes en couleurs, Index, Hachette 2002.



Mekong Libris

Librairie - Presse - Papeterie

*Votre Nouvelle Librairie
au cœur de Phnom Penh!*

Place de la
Poste Centrale
Phnom Penh
Cambodge

Tel: 023 884 304 • Portable: 012 804 751
Email: dg_distri@bigpond.com.kh

CAMBODGE NOUVEAU
le journal des décideurs votre meilleur investissement

Directeur de la publication
Rédacteur-en-chef Alain Gascuel
Photos Philippe Bataillard
Impression CIC Centre Informatique du Cambodge

58 rue 302 BP 836 Phnom Penh

CAMBODGE NOUVEAU

tel 023 214 610 mob 012 803 410





MEDIAS

[d' après
Samleng Yuvachun
Khmer, trad. The
Mirror]

15 banques

Depuis le début de la réforme bancaire en 2000, sur les 30 banques alors existantes 10 ont fermé volontairement, 5 ont été priées de fermer après avoir équilibré leurs comptes. Trois ont fermé en mars dernier : *First Overseas*, *Singapore Bank* et *Emperor International Bank*. *Chartered Bank of England* a arrêté son activité; *Crédit Agricole-Indosuez Cambodge* cherche à vendre ses actifs pour arrêter les siennes. Sur les banques restantes, 10 sont cambodgiennes, 4 sont des branches de banques étrangères. 4 sont des banques "spécialisées".

[d' après *Rasmei Kampuchea* 28.8, trad. *The Mirror*].

Epargne

Les dépôts dans les banques privées ont augmenté de 76 millions en 2001, soit +23 %, atteignant 407 millions de dollars. Sur cette somme, 54 % ont été transférés à l'étranger par les banques, 25 % seulement ont été utilisés à des investissements au Cambodge, selon Sok Hach, économiste au CDRI. Chiffres contestés par Madame Sokha de la Banque nationale. Les transferts à l'étranger ne seraient que de 28 %. L'augmentation des dépôts est due au taux élevé de leur rémunération et à la réforme du système bancaire; elle serait plus forte s'il existait des lois qui protègent les déposants et les emprunteurs, estime le Dr Hang Chuon Narong, vice-Secrétaire général du Ministère des Finances.

[d' après *Rasmei Kampuchea* 30.8]

Voitures en contrebande

A Phnom Penh et ailleurs au Cambodge, 80 % des voitures de luxe, Mercedes et autres, et des land cruisers, sont importés en fraude grâce à des complicités entre importateurs et fonctionnaires des douanes intouchables à cause de leurs relations haut placées. Des dizaines de milliers de voitures à conduite à droite circulant au Cambodge n'ont pas payé de droits. Ni le ministère des Travaux publics et des Transports, ni celui des Finances, ni la police ne veulent intervenir. Si l'autorité n'intervient pas, les hauts responsables seront les complices des trafiquants dans la destruction du Cambodge.

Drogue

Très forte augmentation des entrées de méthamphétamines au Cambodge par le nord et le nord-ouest : 49 294 pilules de yabaa ont été saisies pendant le premier semestre, soit + 771 %; 1236 kg de majruana, 1900 gr d'héroïne, 1,69 kg d'"osyo". En août : 61 514 pilules de méthamphétamines saisies d'un coup, impliquant 21 Cambodgiens et un Vietnamien. La consommation de drogue par les enfants augmente (522 cas au premier semestre). La production locale encore faible est une préoccupation croissante dit la NACD, *National Authority for Combating Drug*.

[d' après *Koh Santepheap* 3.9. Trad. *The Mirror*]

Vietnam : français et anglais

Six universités françaises du Vietnam préparent ensemble le lancement en septembre 2004 d'une nouvelle université, à Ho Chi Minh, où l'enseignement se fera en anglais comme en français. "La priorité est la connaissance, non la langue", estime l'ambassadeur de France au Vietnam. [d' après *Far Eastern Economic Review* 1.9]

Malaisie : ambitions

La Malaisie voudrait créer à Kuala Lumpur un Secrétariat de l'"ASEAN + 3" (*Chine Japon, Corée du Sud*), un projet qu'elle a présenté lors de la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'ASEAN à Brunei fin juillet, et qu'elle poussera lors du prochain sommet de l'ASEAN, en novembre, à Phnom Penh. La proposition semble avoir très peu de chances d'être retenue, gênant le Secrétariat de l'ASEAN établi à Djakarta.

[d' après *Far Eastern Economic Review* 15.9]

Chine : voitures

Les ventes de voitures ont augmenté de 37 % pendant les 5 premiers mois de 2002, record mondial. Elles pourraient atteindre 975 000 cette année, soit 29 % de plus qu'en 2001. Les ventes de voitures, camions et bus atteindraient 2,3 millions en 2002 après 2,3 millions en 2001.

[d' après *Far Eastern Economic Review* 1.9]

squatters

(suite de la page 5)

% des gens en étaient partis après 12 mois; maintenant, après 18 mois : plus de 60 %. Et ce sont des entrepreneurs-spéculateurs qui récupèrent les lots de 7m sur 15 pour 200 à 300 dollars, sachant que dans quelques années, quand les équipements seront réalisés, ils en vaudront 2 ou 3000. On veut réduire la pauvreté, mais ce ne sont pas les pauvres qui profitent des efforts !

Pour les sinistrés de novembre 2001, on a voulu les reloger à Anlong Kugan, district de Russei Keo (à l'est de la digue de Kop Srov) : 3500 lots de 7m sur 15, en fait 4000, dans des conditions encore pires : des champs de riz éloignés de tout, sans aucun aménagement, les lots étaient simplement délimités par des ficelles; et les gens n'ont eu que quelques jours pour aller là.

En revanche dans le cas des gens du bloc Tampa, nous avons obtenu de la municipalité que l'on trouve d'abord un site adéquat, et on l'a trouvé à Kraing Ang Kraung, entre Phnom Penh et Pochentong, on l'a équipé pendant que les gens étaient dans des structures d'urgence sur place (dans la rue). Dans ce cas, les gens ont bien compris que l'endroit était bon et ils y sont allés volontairement.

Les leçons tirées de ces expériences : la condition essentielle du succès est que **les gens ne soient pas expédiés de façon autoritaire, qu'ils se réins-tallent volontairement.**

L'autre grand principe que je m'efforce, avec d'autres, de faire admettre : lorsque c'est possible, plutôt que de délocaliser, **il faut minimiser les délocalisations et améliorer l'habitat là où il se trouve.** Relocaliser coûte cher. Avec les mêmes moyens, on peut améliorer la vie de beaucoup plus de gens. Enfin il faut un **plan d'aménagement à long terme**, avec un calendrier. On y travaille.

"Double Protection au même prix !"

"Une raison de plus de vous assurer ! Quand vous achetez une police Tierce Responsabilité (TPL) chez Indochine Insurance, non seulement vous êtes financièrement couvert en cas d'accident, vous ne risquez pas l'amende de 400 US\$ du fait de la nouvelle Loi, mais aussi nous vous offrons un pare-soleil bien pratique pour votre véhicule, GRATUITEMENT* !

Appelez la ligne
assistance-information
012 802 444

* Dans la limite des
stocks disponibles

Rejoignez-nous @ www.indochine.net



indochine
INSURANCE

Official Agent of CAMINCO

Indochine Insurance Agency (Cambodia) Ltd est l'Agent Officiel de la Cambodian National Insurance Company